

L'idéologie, support nécessaire de l'action

par Raymond ARON,

Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Paris (*).

★

Le titre de cette étude m'a été suggéré par mes amis de Bruxelles : je l'ai accepté sans hésitation. Aussi bien les mots en sont-ils familiers. Après réflexion, j'ai dû constater que le titre équivalait à une thèse et que celle-ci était discutable. L'idéologie — quelle idéologie ? — est-elle un support nécessaire de l'action — de quelle action ?

La liste des sujets traités par les précédents conférenciers m'a du moins appris ce que l'Institut belge de Science politique avait entendu par idéologie. Communisme, socialisme, néo-libéralisme, travaillisme, catholicisme social sont des doctrines relatives à l'organisation économique et sociale, qui, à partir d'une certaine analyse de faits, précisent les caractères de la bonne société.

Cette définition vaut pour toutes les doctrines mais, de ce fait même, elle demeure vague. Entre le néo-libéralisme et le communisme, l'intervalle est immense et peut-être convient-il de distinguer des types différents de doctrines.

Le communisme est une doctrine totale : il assemble, en un tout qui se veut cohérent, jugements de faits et jugements de valeur, interprétation de la réalité et prévision de l'avenir, critique du régime capitaliste et exaltation du socialisme en voie d'édification. Il se proclame scientifique et pourtant il enseigne une manière d'agir, à la fois individuelle et collective. Une telle doctrine ne connaît rien au-dessus d'elle-même, ni religion, ni éthique, puisqu'elle s'inspire de l'athéisme, prétend réaliser la philosophie en la surmontant et aboutit à une vision intégrale du monde.

A l'autre extrémité se situe une doctrine comme celle qui a été baptisée catholicisme social, doctrine qui, sur le plan de l'action, ne se veut ni totale ni dogmatique. La vérité suprême est reli-

gieuse et les conséquences, tirées du dogme ou de la théologie, n'ont pas la même certitude que les prémisses. Peut-être les valeurs dont se réclame le catholicisme social sont-elles, aux yeux des fidèles, permanentes et éternelles. Plus on se rapproche de conseils précis, plus l'histoire s'introduit, donc aussi le particulier et l'incertain. Le communisme, niant la transcendance, sacralise l'histoire et donne un caractère absolu et impératif à une action politique déterminée. Le catholicisme social, posant la vérité de Dieu et de l'église catholique, met sur les idées inspiratrices, mais non sur l'action elle-même, le sceau de l'éternel.

Entre ces deux types extrêmes, se situent le travaillisme, le socialisme, le néo-libéralisme, voire le nationalisme, doctrines qui ne sont ni totales ni systématiques, auxquelles peuvent adhérer croyants et incroyants, catholiques et protestants. Ces doctrines se fondent sur une certaine analyse de la réalité et se formulent en jugements probables, relatifs à l'ordre économique et social. Ces jugements se réfèrent à des valeurs éventuellement absolues mais l'absolutisme ne s'attache qu'à l'idéal humain lui-même. Quand il s'agit de la propriété des moyens de production ou des mécanismes du marché, le socialiste ou le néo-libéral justifie son opinion par une analyse de la réalité, par une mise en relation des faits et des valeurs, analyse et mise en valeur qui, par essence, appellent la discussion et nourrissent les controverses.

Ces trois sortes de doctrines, doctrine immanentiste totale, doctrine transcendante comportant des applications immanentes, doctrine immanente partielle, méritent-elles le nom d'idéologie et en quel sens ? La doctrine communiste est une

(*) Communication faite le 10 avril 1959.

idéologie pour ceux qui ne la tiennent pas pour vraie : elle est vraie, elle est scientifique aux yeux des militants (au moins des militants naïfs). Faut-il dire que l'idéologie est l'idée vue par l'autre, c'est-à-dire par celui qui n'y adhère pas ?

Je ne chercherai pas, en cette brève étude, une définition exhaustive de l'idéologie. Tel de mes collègues, soucieux de distinguer rigoureusement les divers sens du mot, a retenu treize significations du terme. Je me bornerai à mettre l'accent sur trois des caractères des doctrines, dites idéologiques, objet des précédentes conférences à l'Institut. A la différence des pures idées, les doctrines sont chargées d'un potentiel émotionnel : elles visent moins à démontrer qu'à convaincre. La part de science qu'elles contiennent est orientée en vue de la persuasion. De même, elles apparaissent justification de certains intérêts ou de certains groupes. En ce sens, tous les partis invoquent des idéologies, qui tendent à transfigurer, en les rattachant à des valeurs sublimes, les objectifs visés.

Un troisième caractère, parfois lié aux deux précédents, mais non toujours, est le caractère systématique, si visible dans le cas du communisme. Les idéologies politiques veulent émouvoir, persuader ceux auxquels elles s'adressent, mais pour cette raison même, elles usent du raisonnement qui n'est pas un instrument méprisable de persuasion. S'il n'est pas raisonnable, l'homme est raisonneur, disait Pareto. L'homme des sociétés modernes, l'homme moyen d'aujourd'hui, demi-informé, demi-cultivé, est raisonneur. L'apparente logique des idéologies du type communiste est caractéristique de notre temps.

Aucun de ces trois traits — potentiel émotionnel, justification d'intérêts ou de groupes, structure apparemment logique — ne permet de caractériser les idéologies comme vraies ou fausses. Le néo-libéralisme justifie plutôt la propriété privée que la propriété collective et, de ce fait, les propriétaires ou les actionnaires d'entreprises. Il n'en résulte pas que les faits invoqués ou les arguments avancés par les néo-libéraux soient faux. Le communisme est systématique, le travaillisme ne l'est pas : système et non système n'impliquent ni vérité ni fausseté.

Comment allons-nous donc définir le caractère idéologique de doctrines économique-sociales que

nous avons énumérées ? Par la conjonction de faits et de valeurs, d'analyses et de conseils d'action, par l'effort pour dramatiser les préférences et convaincre les indifférents. En ce sens, les idéologies sont inévitablement à la fois partielles et partiales — partielles parce qu'elles ont pour centre tels concepts entre d'autres possibles, partiales parce qu'elles ignorent ce qui les gêne et insistent sur ce qui les favorise. La bonne société du communiste est celle que gouverne le parti du prolétariat et d'où la propriété privée des instruments de production a disparu (comme si le pouvoir d'un parti et la socialisation des entreprises garantissait l'humanité des rapports sociaux). La bonne société du néo-libéral fait confiance à la compétition pourvu que les règles en soient judicieusement fixées ? (Comme si n'importe quelle économie pouvait compter sur l'initiative et la concurrence des individus).

Ces ensembles plus ou moins confus de faits, d'opinions et de conseils sont-ils le support nécessaire de l'action ? En un premier sens, une réponse positive s'impose. Tout régime, politique ou social, doit être tenu pour légitime par ceux qui y vivent. Pour reprendre l'expression de Mosca, tout Etat a besoin d'une formule qui confirme le bon droit des gouvernants, des privilégiés. Or, en notre siècle, la formule est idéologique ce qui veut dire qu'elle doit se réclamer d'une conception de la bonne société. Le droit divin était la « formule » de la monarchie absolue. Mais nul ne peut plus à notre époque, invoquer le droit divin pour justifier la monarchie. A peine le monarchiste ose-t-il en France faire allusion au droit historique, à la tradition, à la durée. C'est par la nécessité du pouvoir d'un seul (monarchie), par une argumentation pragmatique que Maurras lui-même a tenté de rajeunir la « formule » royaliste.

Ce fait a une valeur de symbole : les sociétés modernes existent pour et par leur avenir, elles se veulent progressives et non traditionnelles. Une institution n'a plus le droit de durer sous le seul prétexte qu'elle a été. La conservation pose une question, elle ne fonde pas un droit. Comme, simultanément, la religion ou bien a perdu son autorité sur les esprits ou bien est tenue pour une affaire privée, la « formule » revêt inévitablement le caractère d'une idéologie. Les hommes et les régimes sont contraints de se justifier et ils

se justifient en invoquant une idée (ou une image) de la bonne société, c'est-à-dire de ce qui doit être demain.

C'est par nature, par essence, que les sociétés modernes sont idéologiques. On expliquera, à volonté, ce trait de civilisation par la perte de l'unité religieuse, par l'accession à la citoyenneté donc au dialogue, de tous les hommes, par la mise en question de l'organisation sociale, par le transfert au plan politique de la quête du sacré et de l'interrogation métaphysique. Les sociétés comportent toutes une discussion idéologique, c'est-à-dire la controverse intellectuelle et émotionnelle, sur les avantages et les inconvénients des divers régimes. Ce qui les distingue, c'est la manière dont elles pratiquent cette discussion.

En apparence, il y a deux sortes de sociétés, par référence aux idéologies, celles qui acceptent et celles qui repoussent la discussion, celles dont l'Etat ne se confond avec aucune idéologie et celles dont l'Etat proclame la validité impérative d'une idéologie particulière. D'un côté, les régimes que nous baptisons pluralistes et de l'autre ceux que nous baptisons idéocratiques. En première approche, les régimes pluralistes sont ceux qui n'ont d'autre « formule » que les règles mêmes qui président à la compétition : les idéologies étant multiples, contradictoires, sont autres et expression des partis ; elles sont partisans en tant que telles, elles séparent les membres de la communauté plutôt qu'elles ne les rassemblent. En fait, les choses sont moins simples que ne le suggèrent les propositions précédentes. Après tout, les régimes idéocratiques discutent en permanence, à la fois avec les dissidents, hérétiques ou déviationnistes et aussi avec les régimes pluralistes. Et ces derniers, de leur côté, ne peuvent consacrer l'organisation de la controverse sans affirmer en même temps des valeurs concrètes (la recherche, la loi, la Constitution).

Dans cette perspective les idéologies offriraient matière à des études multiples, presque indéfinies. Nous nous bornerons à présenter des remarques sur deux aspects de ce vaste sujet : la fonction des idéologies dans les régimes pluralistes, la compétition entre l'idéologie implicite ou explicite du régime pluraliste et celle du régime mono-idéologique ou idéocratique.

*
**

Les régimes que nous avons appelés pluralistes — et ils le sont normalement à la fois dans l'ordre économique, social et politique — tolèrent leur propre mise en question. D'où résultent les interrogations auxquelles nous tâcherons de donner une réponse. A quelles conditions un régime tolère-t-il sa propre mise en question ? Les régimes pluralistes d'aujourd'hui sont-ils menacés par la controverse idéologique ? Faut-il se réjouir ou s'inquiéter de ce que l'on a baptisé *mort des idéologies* ?

Repartons d'une remarque banale, de bons sens. Les régimes que nous appelons démocratiques en Occident sont ceux qui comportent plusieurs partis. Or les partis ont des idéologies au sens vague où nous avons pris ce terme, c'est-à-dire des ensembles intellectuels-émotionnels dans lesquels s'organisent de manière plus ou moins systématique des faits, des interprétations et des valeurs. La rivalité des partis comporte le choc des idéologies. La démocratie vit de la concurrence des idéologies. Elle meurt si cette concurrence se transforme en une lutte à mort ; elle s'étiole si cette concurrence n'est plus nourrie par l'insatisfaction et l'aspiration aux réformes. Elle exige, en certains cas, un compromis réaliste dans le silence des idéologies.

La mort de la démocratie par le déchaînement des passions idéologiques, nous en avons connu un exemple qui atteint à une sorte de perfection formelle, de modèle idéal : la décomposition de la République de Weimar. Les principaux partis tendaient tous à imiter les partis totalitaires, communiste et national-socialiste, chacun se bardant d'une idéologie, prétendument intégrale, chacun se présentant comme une vérité suprême, chacun multipliant les organisations annexes de sport, de jeunesse, de secours mutuels. Le citoyen se sentait finalement militant ou fidèle d'un parti avant de se sentir membre de la communauté nationale. La République de Weimar n'a pas été détruite seulement ni même peut-être premièrement par l'excès des passions idéologiques et ces passions ne sont peut-être pas seules responsables du caractère total, revêtu par les partis allemands à partir de 1930. Malgré tout, les années 1930-33 en Allemagne illustrent le paradoxe fondamental des régimes pluralistes : selon le mot de Hitler les intérêts composent toujours, les conceptions du monde jamais. Or les démocraties modernes

veulent organiser controverse et compromis entre les idéologies partisans. Le projet n'est-il pas condamné à l'avance si les idéologies deviennent, en suivant leur pente, conceptions du monde ?

La querelle de l'école, en France, est insoluble si la thèse est exposée d'un côté et (ou) de l'autre en termes d'idéologie. Aux yeux du laïc, l'Etat doit offrir à tous une école neutre, autrement dit dont l'enseignement ne soit pas pénétré par la doctrine de l'Eglise (ou d'une Eglise). Il ne doit pas interdire à des individus ou à des groupes de créer et de financer des écoles primaires et secondaires où domine une doctrine, religieuse ou politique. Mais ces écoles privées, confessionnelles qui ont droit à l'existence, n'ont pas droit au soutien de l'Etat. Celui-ci a des obligations à l'égard de l'enseignement neutre, conforme à sa propre neutralité. A l'égard de l'enseignement confessionnel (quelle que soit la confession), il n'a d'autre obligation que de tolérance. Les défenseurs de l'école privée, en France, ne sauraient admettre cette argumentation : à leurs yeux, l'Etat ne saurait, sans manquer à la neutralité, imposer une école confessionnelle ; mais il peut et doit aider celle des écoles confessionnelles que des centaines de milliers de parents souhaitent pour leurs enfants. La doctrine laïque l'a emporté en France mais, dans de nombreux pays, en Belgique, en Allemagne, la deuxième doctrine, celle qu'invoquent les défenseurs de l'école confessionnelle en France, est devenue officielle. Entre ces deux doctrines de la neutralité, il n'y a pas de compromis possible. Aussi n'aperçoit-on en France aucune perspective d'accord. Peut-être un compromis serait-il possible en dehors de toute idéologie ; il ne l'est pas tant que l'on tente de le fonder sur une certaine interprétation de la neutralité. Car le catholique n'admet pas ce que le laïc maintiendra jusqu'à la mort : que la neutralité de l'Etat interdise l'aide à l'école confessionnelle.

L'exemple de la querelle de l'école nous montre la France encore divisée par les idéologies alors que la Belgique vient d'aboutir à un compromis scolaire et que les pays dont les citoyens appartiennent à plusieurs Eglises ont depuis longtemps trouvé la paix dans l'acceptation d'un pluralisme scolaire, comparable au pluralisme confessionnel. Le contraste entre la France et les autres pays d'Europe occidentale s'accuse si l'on élargit le champ d'observation. Les démocraties apaisées

d'Europe occidentale, Grande-Bretagne, pays scandinaves, Belgique, Hollande, paraissent en quête d'objets de controverse ; la France est toujours en mal de consensus, qu'il s'agisse de son régime ou de l'action à entreprendre.

L'apaisement, dans les démocraties d'Europe occidentale, s'explique aisément. Le mode de gouvernement — élection, partis, assemblées délibérantes — n'est attaqué que par les nostalgiques de l'ancien régime ou par ceux que révoltent la lenteur ou l'impuissance du « gouvernement par discussion ». Or les premiers n'existent plus guère et les seconds ne deviennent redoutables que dans les circonstances où le danger semble confirmer leur acte d'accusation. La crise économique des années 30 faisait surgir partout des fascistes, l'aventure hitlérienne fascinait. La prospérité et le plein emploi règnent depuis 1945, les souvenirs du III^e Reich autant que la réalité soviétique détournent des tentations totalitaires.

Les régimes politiques étant, pour ainsi dire, soustraits à la discussion, celle-ci devrait porter sur l'organisation économique. Mais la réalité mixte prête aussi peu à l'enthousiasme qu'à la révolte. Les Européens connaissent assez d'entreprises publiques pour en comparer objectivement les mérites et démérites à ceux des entreprises privées. Ils ont eu assez d'expérience de la planification pour n'en pas attendre une transfiguration de la condition humaine ni même une augmentation massive de la richesse. Désormais, quand il s'agit du statut de propriété ou du mode de régulation, les hommes, même les hommes politiques, ont en Europe occidentale des opinions plutôt que des passions, des préférences plutôt que des idéologies. Le pur libéralisme passe pour un type idéal et non plus pour un idéal. Aussi bien le libéralisme s'appelle-t-il en France néolibéralisme et en Allemagne *soziale Marktwirtschaft*.

Les sociétés modernes sont, par essence, en expansion, ce qui veut dire que la richesse collective n'est pas une quantité une fois pour toutes donnée dont il faudrait assurer une répartition aussi équitable que possible. La richesse collective augmente régulièrement de telle sorte que le profit à attendre d'une redistribution est dérisoire auprès de ceux qu'apportent à toutes les classes dix années de progrès. Que l'on y songe : jamais,

dans les sociétés du passé, il n'a été concevable que le volume des biens produits pût être doublé en une génération. Or tel est l'univers nouveau dans lequel sont entrées les sociétés industrielles les plus avancées. Seuls quelques intellectuels n'ont pas encore compris la portée de ce fait proprement révolutionnaire.

La retombée des passions ne tient pas seulement au caractère progressif des sociétés dans lesquelles nous vivons et au régime mixte que nous avons adopté. L'idéologie partisane comporte, en dehors d'une systématisation le plus souvent artificielle, une référence à un groupe social, à des intérêts particuliers, à des valeurs dont certains hommes seraient les porteurs. Or les ouvriers des usines ne sont plus convaincus aujourd'hui que leur sort s'améliore quand leurs représentants sont au pouvoir. Tous les partis sont pour l'expansion et le progrès du niveau de vie dépend de l'efficacité, des managers et des ministres, non des bons sentiments de ceux qui gèrent les affaires publiques. En ce sens, les masses des démocraties pacifiées, dans les sociétés industrielles avancées, sont guettées par l'apolitisme, voire par une sorte de conformisme dans la satisfaction et le confort.

Il est frappant, à cet égard, que les grands débats, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, aient eu pour objet, depuis la deuxième guerre mondiale, la politique extérieure et non les problèmes naguère virulents d'ordre économique ou social. C'est à propos de l'expédition de Suez que s'enflammèrent les passions des Anglais, que les hérétiques quittèrent le parti conservateur, que les intellectuels, de droite ou de gauche, se sentirent en dissidence par rapport à leur patrie. En cette occasion, le sens même de la nation était en question : des blocs d'idées s'opposaient les uns aux autres, peut-être dans la confusion, à coup sûr dans l'indignation.

De même, aux Etats-Unis, c'est le communisme, l'anti-communisme, l'anti-anti-communisme qui ont fourni les thèmes des débats sans que la conduite de la diplomatie fût nettement distinguée de l'attitude à adopter à l'égard du communisme lui-même. Ce qui engageait les personnes, ce qui exprimait la volonté dernière des citoyens, ce n'était plus la manière de répartir équitablement le produit national. Les idéologies sont la mise

en forme, à la fois émotionnelles et apparemment logiques, des désirs, des rêves, des révoltes des hommes face à une nature sociale qui leur paraît étrangère et proche. Aussi les idéologies transposent l'enjeu des conflits réels et ont-elles normalement pour centre cela même qui passe, à chaque moment, pour sacré et incertain. Les programmes économiques demeurent incertains, mais faute de terribles injustices à réparer ou de plans grandioses à réaliser, ils sont débattus et non « sacralisés ».

La France, plus encore que l'Italie, semble faire exception à cette règle. Mais le cas français lui-même n'échappe pas à l'analyse. L'indifférence politique y a été visible, au cours des semaines pathétiques de mai 1958. Presque personne n'était prêt à se battre pour la IV^e République mais fort peu nombreux étaient les Français désireux de se battre pour la renverser. Si la lutte des partis était inextricable, si l'opinion paraissait idéologiquement divisée, la faute en était (en dehors des causes sociales de l'éparpillement des partis) à l'incapacité d'oubli et à la permanence depuis quinze ans d'une « expédition de Suez ». Les Français n'ont jamais fini de livrer la bataille de l'affaire Dreyfus, de l'école libre, de la République ; à chaque crise nationale, le régime, quel qu'il soit, est remis en question : La IV^e République était coupable du Sedan N° 2, comme le Second Empire du Sedan N° 1. La perte de l'empire est à mettre au débit de la IV^e République, même si la conquête n'en avait pas été mise au crédit de la III^e. Aux yeux des Français, les régimes ont rarement le mérite des succès, toujours la responsabilité des échecs du pays. Ainsi les Français s'innocentent des malheurs de la France.

Les guerres coloniales, Indochine, Algérie constituaient pour la France l'équivalent de ce qu'a été, pour la Grande-Bretagne, l'expédition de Suez. Certes, la crise de la conscience française n'a pas été pendant treize années ce qu'a été la crise de la conscience anglaise pendant cinq journées. Il n'en reste pas moins qu'en France aussi les passions et les idéologies ont flambé à propos de l'idée ou de la vocation nationale plutôt qu'à propos des problèmes économiques et sociaux. L'attachement de millions de Français au communisme a entretenu un débat proprement doctrinal sur les mérites ou démérites des régimes

proposés aux hommes à travers la planète. Mais ce débat avait peu de référence aux données authentiques de la situation française, à la gestion des affaires publiques et au choix qui s'imposait aux gouvernements.

La IV^e République a fini par mourir de ses contradictions, mais la décomposition du régime n'a pas présenté les mêmes caractères que la décomposition de la République de Weimar. Dans l'Allemagne d'avant 1933, le phénomène décisif, au regard de notre analyse, était le choc entre partis et idéologies à prétentions totales, le citoyen étant invité à mettre son affiliation partisane au-dessus de son appartenance nationale. Dans la France d'avant 1958, l'impossibilité de définir une politique algérienne peut être la réplique de l'impossibilité allemande à définir une politique de lutte contre la crise. Au Palais Bourbon en mai 1958, il était aussi difficile de constituer une majorité de gouvernement qu'au Reichstag en janvier 1933. Mais, sur le plan idéologique, la maladie française ne ressemblait pas à la maladie allemande de la génération précédente. La France souffrait de confusion alors que l'Allemagne de Weimar avait souffert de fanatisme.

Sur aucun des problèmes posés actuellement à la nation, aucun des partis n'était unanime. Les indépendants comme les socialistes avaient, sur l'Algérie, leurs ultras et leurs libéraux. L'entrecroisement des conflits, le camouflage des véritables débats sous les mots traditionnels, le paradoxe d'un gouvernement socialiste, responsable de l'expédition d'Égypte ou de l'envoi du contingent en Algérie, l'instabilité des ministères finissait par rendre le jeu parlementaire incompréhensible au commun des mortels. Le citoyen ignorait les conséquences de son vote et se sentait aussi incapable d'influer sur le cours des événements que sous un régime autoritaire. Ce n'était pas la violence des débats ou des convictions idéologiques qui minait en profondeur la démocratie française, mais la perte de contact entre les citoyens et leurs élus, entre les idéologies utilisées dans la lutte électorale et les décisions gouvernementales à prendre. Aucune volonté ne sortait de la discussion parlementaire non parce que chaque parti, dans l'Allemagne de 1932, était enfermé dans un univers clos, imperméable à celui de ses interlocuteurs rivaux, mais parce que les partis prétendaient croire à des idéologies

inactuelles et refusaient de se définir par rapport à la réalité et à ses exigences.

La République de Weimar s'est décomposée en régime mono-idéologique (ou, pour reprendre un autre langage, en régime de parti monopolistique). Un des partis totalitaires l'a emporté, ayant éliminé par la violence les autres, il a imposé sa propre idéologie à l'État et l'a érigée en orthodoxie d'État. La confusion française de la IV^e République s'est dénouée pacifiquement en une « République consulaire ». Après une transition de « dictature légale », une nouvelle Constitution a été promulguée, qui, avec l'aide d'une loi électorale majoritaire et du prestige du général de Gaulle, donne une stabilité provisoire à la France.

Dans l'abstrait, la décomposition d'une démocratie pluraliste peut aboutir soit à l'absolutisme d'une idéologie, soit à la répression de toutes les idéologies, l'État se voulant neutre idéologiquement, militaires ou techniciens exerçant le pouvoir au nom des nécessités de l'ordre, sans se réclamer d'une doctrine définie. L'actuelle V^{me} République, République consulaire, est une forme atténuée de cet État neutre, technique ou militaire. Le Président de la République se veut étranger aux partis et aux idéologies, incarnation de la France et de sa vocation. Il est douteux que, faute d'une personnalité d'exception, faute de héros, la V^{me} République puisse maintenir l'actuelle dépolitisation. Les problèmes de la gestion économique sont peut-être, en majorité, techniques, le problème majeur d'aujourd'hui, celui de l'Algérie, ne l'est certainement pas.

*
**

Considérons maintenant le deuxième problème indiqué ci-dessus : l'idéologie est-elle, doit-elle être le support de l'action extérieure. En quel sens la diplomatie peut-elle, doit-elle se désintéresser de l'idéologie ?

Aux États-Unis, nous assistons aujourd'hui au succès d'une école de théoriciens, hostiles à ce qu'ils appellent le moralisme ou le juridisme de la tradition diplomatique américaine. Ces théoriciens, parmi lesquels H.J. Morgenthau et Georges Kennan sont les plus connus, essaient d'expliquer à leurs compatriotes la nécessité et la légitimité de la politique de puissance (*power politics*,

Macht politik). Les grands hommes des monarchies européennes, les Richelieu, Mazarin, Bismarck, deviennent les modèles de ces professeurs ou experts qui demandent aux Etats d'envisager exclusivement leur « intérêt national », convaincus qu'entre les intérêts, les accommodements sont toujours possibles alors qu'avec l'intervention de l'idéologie, c'est-à-dire de passions justifiées par des raisonnements et prétendant à la vérité, le risque surgit de guerre à mort.

Le retour en grâce de la diplomatie des Cabinets, à laquelle Wilson et les siens attribuaient il y a quarante ans les malheurs de la vieille Europe, n'est pas sans donner à sourire à l'observateur qui garde quelques souvenirs historiques. Surtout il soulève une interrogation décisive : admettons qu'il soit souhaitable que les hommes d'Etat, à l'âge de la démocratie des masses et de la télévision, agissent avec le cynisme de bonne société auquel se plaisaient les cardinaux au service des Princes ou le Chancelier au service du Roi de Prusse. Pour restaurer la tradition, dans les jeux ou les compétitions, il faut que l'*autre*, celui auquel on s'oppose parce qu'il veut votre défaite ou votre mort, s'y prête. Bref, est-il possible, est-il bon que notre diplomatie soit réaliste, si celle de l'Union Soviétique est idéologique ?

Mais, m'objectera-t-on, la diplomatie soviétique est-elle idéologique ? Je le sais, en effet, il ne manque pas d'observateurs, mon ami Walter Lippmann par exemple, qui saisisse chaque occasion favorable pour affirmer qu'au bout du compte, les dirigeants du Kremlin sont les gestionnaires des intérêts permanents de la Russie éternelle, plus soucieux de réalités que d'idéologies. Ils oublient simplement de se demander si le Tsar et Staline, les traditionalistes et les Bolcheviks auraient apprécié de même manière les intérêts prétendument permanents.

Sans avoir l'ambition de résoudre l'immense problème, indéfiniment discuté, de la nature réaliste ou idéologique de la diplomatie soviétique, je rappellerai quelques faits qui projettent, me semble-t-il, de la lumière sur les interprétations opposées.

L'expérience prouve — et il fallait être naïf pour en douter — que les maîtres du Kremlin sont fort capables de s'allier avec des gouvernants non communistes, voire violemment anti-

communistes. La première alliance du régime bolchevik fut conclue avec la Turquie d'Ataturk où les communistes étaient en prison. La plus célèbre des alliances, conclues par Staline, fut celle d'août 1939 avec Hitler. Les bolcheviks, à cet égard, ne diffèrent pas des diplomates du passé ; ils déterminent leurs amitiés et leurs inimitiés d'après les calculs de puissance, en fonction de leurs intérêts provisoires ou durables. S'ils ont quelque originalité, c'est dans la résolution avec laquelle ils appliquent ce réalisme : en ce qui concerne l'absence de scrupules idéologiques dans la conduite quotidienne de la diplomatie, ils sont très en progrès sur ceux que les professeurs de réalisme donnent en exemples.

Quand Staline ou M. Khrouchtchev proclame la possibilité pour des pays de régime différent ou opposé, de vivre en paix, il est à mon sens, parfaitement sincère. A condition, il va de soi, de bien entendre la formule de la coexistence pacifique. Nier cette coexistence entre pays de régime dit socialiste et pays de régime dit capitaliste, ce serait affirmer le caractère naïvement idéologique de la diplomatie des uns et des autres. Ni Lénine, ni Staline, ni M. Khrouchtchev ne tirent de l'antagonisme fondamental entre socialisme et capitalisme la conclusion que les pays socialistes et capitalistes doivent se faire la guerre à tout instant. Ces pays sont engagés dans une phase historique de conflit prolongé. Ce conflit ne revêt pas nécessairement la forme d'une guerre, au sens historique de ce terme. Naguère, la doctrine posait que la guerre serait inévitable à un moment donné pour achever, couronner le processus de socialisation planétaire. Mais il se peut que les doctrinaires admettent quelque jour que le socialisme pourra l'emporter sur la terre entière sans troisième guerre mondiale.

Prêts à s'allier avec le diable, s'il le faut, avec le diable N° 2 pour éliminer le diable N° 1, prêts aussi à vivre en paix avec le diable durant une longue période, la diplomatie soviétique n'est pourtant pas « réaliste » au sens que Bismarck aurait donné à ce concept. Elle est pensée, par les hommes du Kremlin, dans le cadre d'une doctrine globale qui embrasse l'ensemble du monde historique et qui interdit toute stabilisation durable des rapports internationaux.

Deux exemples illustrent les conséquences de

cette philosophie soviétique de la diplomatie. Supposons que les pays de l'Europe orientale aient été libérés par une armée russe sans couleur, armée du tzar ou d'une démocratie parlementaire. Il est probable que le gouvernement de Moscou aurait considéré que la zone d'occupation devait rester une zone d'influence. Peut-être aurait-il exigé aussi que les gouvernements y fussent animés, à l'égard du grand frère russe, de sentiments amicaux. Mais il fallait des dirigeants bolcheviks pour exiger une traduction aussi précise, aussi impérative de l'amitié. Pour des bolcheviks, seuls des régimes dits socialistes, c'est-à-dire conformes au modèle soviétique, dirigé par des hommes du parti communiste, reconnaissant la prééminence de l'Union Soviétique, pouvaient être véritablement amis. La conception soviétique de l'amitié impliquait la soviétisation des pays d'Europe orientale et, du même coup, aux yeux de l'Europe occidentale, la permanence de la domination russe.

Permanence en Europe orientale parce qu'il consacre la victoire du socialisme, le statut résultant de la III^me guerre mondiale est provisoire partout ailleurs parce que le reste du vieux Continent ne s'est pas encore rallié à la foi nouvelle et à la vérité de l'avenir. Révolutionnaire, la diplomatie soviétique ne reconnaît un arrangement territorial qu'aussi longtemps qu'elle y trouve son intérêt ou se juge incapable de le modifier ; elle se satisfait parfois de concessions partielles, mais celles-ci deviennent une base de départ pour des revendications ultérieures.

Maints commentateurs, en Occident, recommandent à nos hommes d'Etat d'admettre officiellement, de consacrer définitivement la soviétisation de l'Europe orientale. Puisque nous ne pouvons pas changer les faits accomplis, pourquoi maintenir un *non* inefficace ? Ce conseil, apparemment raisonnable, repose sur une méconnaissance de l'adversaire. Si l'Occident se désintéressait de l'Europe orientale, c'est l'Europe occidentale elle-même qui deviendrait l'enjeu. Face à une diplomatie révolutionnaire, la résistance doit être revendicative, elle aussi. Bien loin de l'exclure, ces revendications sont le fondement même de la coexistence pacifique qui ne peut s'établir que par l'équilibre de revendications incompatibles.

La grande illusion des occidentaux, c'est l'espoir d'un accord global qui mettrait fin à ce que l'on appelle la guerre froide et permettrait de vaquer aux affaires. La politique, la lutte des idées et des régimes, les Bolcheviks n'y voient ni une ingrate nécessité, ni une crise anormale mais l'expression même de l'histoire. Il se peut que l'on négocie cette année ou l'année prochaine un nouveau statut de Berlin. Ce statut sera le point de départ d'une évolution qui, aux yeux des hommes de Moscou, ne serait terminée qu'avec la conversion des deux millions de Berlinoises au socialisme.

En d'autres termes, la diplomatie soviétique doit à ses origines idéologiques sa rigidité stratégique et sa souplesse tactique. Qu'importe l'alliance avec Hitler puisque le but ultime, — la diffusion du socialisme — justifie tous les méandres de la route comme le but sublime autorise les moyens ignobles. Nous retrouvons ici les deux aspects opposés, complémentaires, du phénomène communiste.

Peut-être, par habitude universitaire, suis-je tenté de renverser la formule précédente pour l'appliquer à la diplomatie de l'Occident. Celle-ci est tactiquement rigide et stratégiquement souple, et peut-être suis-je encore trop indulgent ; prêter à la stratégie occidentale de la souplesse, c'est implicitement lui prêter quelque réalité. Or l'Occident a-t-il une stratégie ?

En ce qui concerne la rigidité tactique les exemples ne manquent pas. En 1939, la France et la Grande-Bretagne pouvaient s'allier à Staline contre Hitler, mais non à Hitler contre Staline. Elles ne pouvaient pas, pour obtenir l'alliance de Staline, lui abandonner les pays baltes mais, après une guerre victorieuse, elles pouvaient abandonner à ce même Staline la moitié de l'Europe. Les Etats-Unis ne peuvent pas reconnaître le régime communiste de Pékin. L'opinion publique ou ce que l'on est convenu d'appeler ainsi, fixe des limites relativement étroites à la liberté de manœuvre des hommes d'Etat démocratiques. Ajoutons toutefois que ces impossibilités ne sont pas toujours durables. L'opinion des démocraties a besoin de quelque délai pour oublier, mais ce délai n'est pas toujours long. Combien d'années se sont écoulées entre le moment où M. Khrouchtchev était le boucher de Budapest et celui où il est reçu avec honneur à Washington ?

La question qui se pose dans la conjoncture actuelle est donc double : la tactique diplomatique devrait-elle être plus souple, c'est-à-dire moins idéologique ? La stratégie devrait-elle être moins souple, c'est-à-dire plus idéologique ? Laissons la première question qui concerne les relations entre gouvernants et gouvernés, les premiers imputant aux seconds leur incapacité de prendre la décision nécessaire ou raisonnable. L'Occident doit-il donner à sa diplomatie à l'égard du monde communiste, le support d'une idéologie ?

Nous sommes, au premier abord, en présence d'une curieuse antinomie. Les régimes communistes, aussi longtemps qu'ils adhèrent à leur propre credo considèrent les démocraties bourgeoises comme des ennemies, condamnées par l'histoire, bien sûr, non par eux, mais les communistes ne demandent pas mieux de hâter l'exécution du verdict. Pouvons-nous ne pas traiter en ennemi celui qui nous tient pour tel ? Mais si nous répondons oui, si nous nous armons d'une idéologie et condamnons au nom de cette idéologie le régime soviétique, n'allons-nous pas déclarer une guerre froide permanente ?

Pour résoudre cette antinomie, il est nécessaire, me semble-t-il, de réfléchir un instant sur ce qui est en train de devenir la civilisation mondiale et la place qu'elle laisse à la diversité légitime des coutumes d'une part, à la controverse inévitable des régimes d'autre part.

Il est devenu banal, depuis quelques années, de mettre l'accent sur la parenté, dans certains domaines, des pratiques soviétiques et américaines. Quand il s'agit de produire de l'acier, des automobiles, des fusées ou des satellites, la technique, dérivée de la science, ne peut pas ne pas être semblable et la technique d'organisation du travail, quel que soit le statut de propriété, tend à être analogue. Il semble donc probable que l'organisation technico-administrative, à l'intérieur des unités de production, tendra vers des modalités, parentes sinon identiques, quel que soit le régime, c'est-à-dire la nature de la propriété ou du mode de régulation. (Il serait trop long de s'interroger sur la parenté ou l'opposition des modes de régulation, marché ou planification.)

Si l'homogénéité paraît la fatalité, au niveau technico-administratif de la société industrielle,

l'hétérogénéité ne paraît pas moins fatale, au niveau de la culture, au sens que les Américains donnent à ce mot. Coutumes et croyances variaient dans les sociétés archaïques, de tribu à tribu : elles sont aujourd'hui uniformes à l'intérieur de sociétés élargies. De multiples facteurs, urbanisation, industrialisation, moyens de communications de masse, contribuent à effacer l'hétérogénéité des manières d'agir, de penser, de sentir. Malgré tout, il suffit d'avoir parcouru le monde pour savoir que la plus grande partie de l'humanité vit encore dans des cultures traditionnelles et qu'au niveau même des minorités acquises à la pensée rationnelle, la diversité des croyances, des valeurs, des symboles reste plus forte que la commune et souvent superficielle allégeance à la science et au rationalisme. Je crois que cette hétérogénéité de culture est un héritage à conserver, une richesse à entretenir, non une survivance à surmonter.

Entre cette homogénéité technico-administrative et cette hétérogénéité des cultures, où se situe l'antagonisme des régimes politiques, économiques et sociaux ? Les idéologies, qui s'opposent à l'intérieur des régimes pluralistes ou sur la scène internationale, sont l'élaboration, plus ou moins rigoureuse ou systématique, des méthodes susceptibles d'être employées pour construire et gérer la société industrielle. Ces méthodes se prétendent toutes les meilleurs, soit au point de vue de l'efficacité, soit par référence aux valeurs et aux conditions d'existence. Les controverses sur les méthodes sont technico-idéologiques, elles portent à la fois sur les mérites respectifs des modes d'industrialisation ou de gestion et sur la culture que favorise chacun de ces modes. La controverse transfigure émotionnellement la portée d'une institution, propriété publique ou privée, planification ou marché, elle comporte aussi certaines oppositions, moralement ou philosophiquement significatives.

Ce qui donne au conflit entre régime soviétique et régime pluraliste son acuité, ce n'est pas que celui-là préfère la planification, donne la priorité aux industries lourdes, voit dans toute concurrence la loi de la jungle et le triomphe des monopolistes : pour une part, il s'agit d'interroger l'expérience afin d'établir les conséquences effectives de ces solutions diverses à des problèmes communs (comment répartir les ressources collectives

entre les emplois possibles ? Comment répartir le revenu national entre les divers ayants droit ? Quel mode de répartition des ressources et des revenus est le plus favorable à la production, à la productivité, au bien-être, à la justice ?) Pour une part, il s'agit de déterminer quelles méthodes sont les mieux adaptées à chaque phase du développement, aux sociétés particulières. Il se peut que la technique soviétique, mise au point, convienne mieux aux phases initiales du développement.

Mais le régime soviétique présente deux traits que nous, Occidentaux, en fonction de nos propres valeurs, ne pouvons pas ne pas condamner inconditionnellement : c'est d'abord la prétention des doctrinaires soviétiques à confondre la pratique soviétique avec une vérité universellement valable pour l'humanité entière et destinée à conquérir cette humanité même, c'est ensuite la sacralisation de l'idéologie et l'interdiction faite au citoyen soviétique de mettre en question la vérité officielle, décrétée et interprétée à chaque instant par l'État, c'est-à-dire ceux qui ont eu le dernier mot dans la lutte des factions à l'intérieur du parti. Dans la mesure où nous refusons de tenir l'idéologie soviétique pour vraie, dans la mesure où nous ramenons le conflit des idéologies à des controverses quasi techniques, nous nous mettons en guerre idéologique avec l'Union Soviétique. En ce sens donc, notre diplomatie est inévitablement idéologique, mais ce caractère idéologique est tel qu'il ne refuse pas à l'Union Soviétique le droit d'exister, il l'incite seulement à se penser telle qu'elle est, non telle qu'elle aimerait être d'après sa doctrine.

Expliquons-nous. Sur le plan économique, nous ne nions pas l'efficacité possible, dans certaines limites, du régime soviétique. Nous nions la valeur exemplaire de ce régime et nous refusons de condamner les mécanismes du marché en tant que tels, ou d'exalter la planification en tant que telle. Sur le plan politique, nous ne nions pas que le régime du parti unique ne puisse faciliter la tâche des gouvernants et, en certaines circonstances, ne soit préférable à un pluralisme, incapable d'agir. Mais nous n'admettons pas que le monopole d'expression de la volonté populaire, monopole réservé au parti en Union Soviétique, soit un accomplissement authentique de l'idée démocratique. La suppression des libertés personnelles ou intellectuelles nous paraît et doit nous paraître

contraire à nos valeurs et à celles même qu'invoque la théorie marxiste-léniniste.

Par là même, notre attitude à l'égard du monde soviétique éviterait le double péril de la neutralité réaliste, impossible à notre époque et d'un contre-fanatisme, qui rendrait la guerre inexpiable. Nous n'avons pas de pseudo idéologie totale, comparable à celle des Soviétiques et nous ne voulons pas en avoir. Parce que, pour nous, la vie de la société et de l'esprit est dialogique. Parce que toutes les institutions sont particulières et que nous ne savons jamais avec certitude ce que comporte d'universalisable nos pratiques historiques. Nous n'avons pas la moindre intention d'imposer à tous les peuples l'imitation de la démocratie de Westminster ou du Capitole. Il se peut que d'autres modes de gouvernement accompagnent hors d'Europe et d'Amérique la diffusion de la société industrielle.

En opposant à un régime mono-idéologique un régime de dialogue, l'Occident engage mais limite à la fois le conflit idéologique. Car il suffirait que le régime soviétique renoncât à sa double prétention au monopole ou à l'universalité pour qu'il cessât d'être notre ennemi, pour qu'il devînt simplement notre adversaire au sens où un parti rival à l'intérieur d'une démocratie pluraliste est un adversaire. Alors que le régime soviétique ne voit de paix possible qu'après la destruction de ses ennemis, l'Occident ne met d'autre condition à la paix que le retour de tous et de chacun à la modestie.

Les deux mondes emploient les mêmes mots, démocratie, liberté. Le dialogue se substitue à la lutte à mort dès le jour où ils acceptent tous deux de confronter honnêtement leurs interprétations d'un vocabulaire commun.

*
**

Sur le plan international comme à l'intérieur des démocraties, je suggère un « bon usage des idéologies ». Conclusion, je l'avoue, qui manque d'originalité et d'éclat.

D'aucuns ne manqueront pas de m'accuser une fois de plus « d'orléanisme », de penchant au juste milieu : il faut des idéologies mais il n'en faut pas trop. Assez pour émouvoir les cœurs sans

que se cristallisent les esprits. Les hommes ont besoin d'une représentation de la bonne société mais ils ne doivent pas s'imaginer qu'ils détiennent le secret de l'avenir.

Si j'avais à me défendre contre ce reproche justifié, voici quel serait mon plaidoyer. Croyez-vous qu'il soit facile, au siècle de Hitler et de Staline, des camps de concentration et des chambres à gaz, de résister à la double tentation de la haine et du scepticisme ? Or je vous invite, au terme de ces austères analyses, à résister à cette double tentation. Les régimes ne sont pas équivalents bien qu'aucun ne soit le bien absolu. L'idéologie dont j'ai horreur, celle que je ne ces-

serai de combattre, c'est l'idéologie qui se définit par la sacralisation du profane, par l'ambition totale. Or le refus d'une telle idéologie signifie le rejet du fanatisme sans déboucher sur le scepticisme. Car l'histoire est quête de la vérité par le dialogue. Se dresser contre ceux qui, avec l'aide de la police, se donnent les facilités du monologue, ce n'est pas céder au scepticisme, c'est tout au contraire sauvegarder la foi dans l'homme qui n'aura jamais fini de chercher, dans l'esprit qui n'est jamais sûr de lui-même dans la solitude et qui ne peut jamais ni se désintéresser des luttes du Forum ni y trouver une réponse à la question qu'il pose sur son destin.

